



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*L'héritage de l'immigration postcoloniale
comme expérience vécue
D'une mémoire politique des luttes à l'écriture de l'histoire*

Ahmed Boubeker
Université de Metz
France
a.boubeker@wanadoo.fr

Au-delà d'une actualité virant à la hantise politique depuis un quart de siècle, l'émergence de « l'immigration » dans l'espace public français pose la question essentielle des malentendus entre histoire et mémoire. Le lien entre mémoire collective et mémoire nationale est remis en cause par ces débordements qui font que d'autres récits confinés jusqu'alors au registre de mémoires clandestines trouvent place sur la scène médiatique et culturelle, soulignant ainsi un décalage avec les discours officiels relatifs à une mémoire publique patentée. Quand bien même cherche-t-elle encore ses formes, avec des porte-parole encore mal aguerris, l'émergence d'une mémoire plurielle de l'immigration souligne la nécessité d'une révision critique du grand récit national. Comment penser l'histoire aussi du point de vue de sa réception ou de sa réappropriation par une mémoire que l'histoire a blessée ou oubliée, pour élargir les sources de l'histoire et dépasser l'immigration des « peuples sans histoire » — pour reprendre l'expression hégélienne — prétendument coincée dans une mémoire d'affects et d'images ? C'est dans ce contexte que le témoignage de l'expérience vécue des immigrés s'impose comme un retour de la mémoire, une échappée belle hors des cages normatives d'une modernité ne laissant pas droit au chapitre au témoignage des acteurs de l'histoire.

Le témoin [écrit Enzo Traverso] peut aider l'historien en augmentant les sources mais aussi pour « restituer la qualité d'une expérience historique qui change de texture une fois enrichie par le vécu des acteurs »¹.

¹ Traverso, Enzo, *Le passé, mode d'emploi. Histoire, mémoire, politiques*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 15.

A l'heure où une Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration ouvre ses portes, on s'interrogera dans cet article sur l'héritage de l'immigration comme expérience vécue. Et plus précisément sur les conditions de reconnaissance d'une mémoire politique des luttes des oubliés de l'histoire favorisant une remise en cause des anciennes hiérarchies dans l'écriture de l'histoire. Mais il s'agit auparavant de souligner les travers possibles d'une patrimonialisation de l'immigration qui loin d'une reconnaissance effective pourrait participer d'une instrumentalisation publique de la mémoire.

La mission est clairement énoncée : contribuer à la reconnaissance des parcours d'intégration pour servir la cohésion sociale et républicaine de la France. Le projet apparaît tout aussi transparent : faire de l'histoire des populations immigrées une partie intégrante de l'Histoire de France. Et par la grâce d'une seule formule enfin — « leur histoire est notre histoire » — la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration semble rendre justice aux cohortes de bras ramasseurs de poubelles, chair à canon, damnés de la terre ou de l'usine et autres métèques oubliés du grand roman national. Qui viendrait s'en plaindre sans encourir le soupçon de cultiver la nostalgie de quelque généalogie blanche aux relents xénophobes ? Et pourtant...

Pourtant à l'ère des commémorations² évoquée par Pierre Nora, la reconnaissance publique des multiples mémoires du peuple de France pourrait participer de l'avènement d'une conscience de type patrimonial sur les ruines de la conscience nationale unitaire. En effet, que sont devenus nos grands récits dans une modernité tardive où chaque individu réclame sa part de gâteau patrimonial entre un passé mythique et les illusions perdues d'un avenir radieux ? Car il s'agit avant tout d'affirmer sa singularité dans un monde désenchanté, déboussolé, une société sans normes homogènes. Question d'identité à défaut de convictions partagées dans une communauté de citoyens devenue incertaine. Question de racines pour fonder la mise en scène de son mélodrame privé. Chacun son filon, sa concession dans cette ruée vers la mémoire. Chacun prétend dresser le cadastre de sa communauté imaginaire. Ainsi revient le temps des tribus, nouvelles corporations de la mémoire porte-drapeau, amicales des héritiers, clubs d'investissement du patrimoine. La mémoire envahit l'espace public et engendre ce que des historiens dénoncent non seulement comme une nouvelle religion civile mais aussi comme une manipulation ou une réification du passé. Les abus de la mémoire menacent de coloniser l'histoire, en donnant lieu à une histoire patrimoniale taillée à la mesure d'une mémoire collective sans ombres. Discours dépouillé de toute part d'ambiguïté qui pourrait remettre en cause une institution des certitudes identitaires, cette histoire là relève au mieux de la légende, au pire de l'idéologie.

On peut dans ce contexte s'interroger sur la muséification de l'histoire de l'immigration. S'agit-il d'une vraie reconnaissance ? A l'heure où plus que jamais la République fantasme ses métèques et autres enfants illégitimes, le doute n'apparaît pas anachronique. « Leur histoire est notre histoire » proclame la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration. Mais le pire serait de sous-traiter cette histoire comme une mémoire jusqu'alors préservée dans le souvenir de vies privées pour l'annexer à une légende dorée célébrant la gloire sans éclipse du creuset français. Tous les malheurs du passé des oubliés de l'histoire trouveraient alors leur sens dans une justification du présent. Et la France se peuplerait de souvenirs et d'ancêtres dont elle n'a jamais soupçonné l'existence. L'histoire colonisée par la nostalgie de grandeur de l'exception française viendrait ainsi à la rescousse de l'actualité d'un déclin de l'Etat nation avec des généalogies immigrées réintégrées à une jurisprudence ininterrompue du modèle

² Nora, Pierre et alii, *Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

national d'intégration. L'exil, la souffrance et la persécution de générations de miséreux proscrits de l'Histoire nationale contribueraient ainsi au prestige de l'Etat. Mais ce serait pour la bonne cause, bien entendu, car il s'agirait de défendre un héritage politique et intellectuel menacé par la fragmentation mémorielle et la montée du populisme sur fond de mondialisation. Qu'importe l'expérience de l'histoire des acteurs immigrés ! Au nom du consensus républicain, la société française pourrait ainsi s'inventer pour son propre usage une image pacifiée de sa dimension multiculturelle.

Une histoire des vaincus

C'est une autre histoire que nous conte en sourdine la cohorte des oubliés de cette légende dorée, sacrifiés sur l'autel de l'universalisme abstrait. Figures du tragique de l'action poursuivies par la mémoire et l'oubli, ces agents troubles s'infiltrèrent entre les lignes du roman national. Le chercheur qui se penche sur les luttes des immigrations coloniales et postcoloniales est confronté à un patchwork dont il ne saurait reconstituer le sens dans la perspective d'une émancipation progressive. Les récits sont souvent portés par des paroles tenues à ras le drame, paroles d'écorchés vifs racontant des vies qui ont souvent échoué sur les rives bétonnées de notre terre d'asile ; des vies bringuebalées, jetées au rebut par l'écume de l'histoire ou de l'actualité ; des voix cassées, brisées graves ou vociférantes, comme une rumeur si loin, si proche, en contre chant de la ritournelle du grand récit national. Comment renouer le fil des récits dispersés de ces héros anonymes de la survie ? Comment même parler d'histoire alors que c'est l'expérience de l'échec et des fins de non recevoir qui domine ?

On ne saurait pourtant en rester à une vision hégélienne du jugement de l'histoire passant par pertes et profits la geste des vaincus. Parce que ce sont les hommes qui jugent l'histoire et non l'inverse, Walter Benjamin³ rend leur grandeur aux dominés en soulignant la valeur messianique de ce qui paraît avoir échoué. L'histoire des opprimés est une histoire discontinue précisément parce qu'elle s'inscrit dans des sursauts, des moments de révolte, des lignes de rupture. Une dimension autre de la conscience historique se loge dans ces déchirures de la trame de fond de l'histoire officielle, mais c'est à la lumière du présent qu'il s'agit d'appréhender ce passé comme un gisement d'affirmations inachevées, en soulignant des proximités ou des liens de parenté entre des générations de luttes. Dans cette perspective, c'est la muséification qui sonne l'heure du danger pour le sens d'un héritage détourné en folklore d'une nostalgie des origines au nom des rentiers du consensus mémoriel. Retrouver dans l'actualité la trace vivante d'un passé oublié, c'est en revanche tout le combat du véritable héritier qui se reconnaît dans ce qui fût jadis non pas pour le commémorer la larme à l'œil ou en tirer gloriole, mais par fidélité à l'étincelle d'espérance de la mémoire des vaincus, pour redonner une chance à ce qui semblait perdu sans espoir de retour. Cette actualisation du passé qui le charge d'une signification nouvelle prend une dimension politique. Elle assume ce choix d'une construction de l'histoire dédiée à la mémoire des « sans nom » pour sauver leur héritage. Et elle incombe à l'historien comme à l'acteur de l'histoire. Car lorsqu'elle se déprend d'une fausse objectivité où les hommes sont oubliés derrière les grands monuments de sens, l'histoire n'est-elle pas portée par une volonté de rencontre⁴ autant que par une volonté d'explication ?

³ Benjamin, Walter, *Sur le concept d'histoire*, Œuvre III, Paris, Gallimard, 2000.

⁴ C'est le philosophe Paul Ricoeur qui souligne cette dimension essentielle de la discipline historique (cf. Ricoeur, Paul, *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 1955).

Une histoire des frontières postcoloniales

L'actualité de l'immigration interpelle d'autant plus l'historien que sa discipline a longtemps été érigée gardienne de la conscience nationale. Une conscience fondée aussi sur l'oubli de la violence de ses propres fondements. C'est ainsi qu'au-delà des barrières douanières, la nation, cette « communauté imaginée⁵ », a toujours protégé ses frontières symboliques contre les « peuples sans histoire⁶ ». L'ethnocentrisme républicain fonctionne en effet selon un mode binaire de représentation, une ligne de naturalisation de la différence entre nous et les autres. Nous, les citoyens reconnus, enfants de la patrie ou assimilés à une généalogie blanche, contre les autres, les étrangers, ces éternels vagabonds des limbes de la mémoire collective. Des étrangers devenus travailleurs indigènes, coloniaux puis immigrés qui troublent peu à peu l'unicité de la nation et son programme historiographique. C'est sur les frontières nationales de la violence épistémique que se situe la ligne de front d'une guerre de positions. C'est là que les oubliés de l'histoire manifestent contre le consensus silencieux relatif à leur condition de parias. Là qu'ils sapent l'universel abstrait de la cité républicaine en contestant une écriture de l'histoire d'un seul point de vue. En dénonçant les silences entre les lignes de cette histoire en surplomb. En soulignant que le sacrifice de leur expérience relève de pratiques politiques, au nom d'une conception de l'espace public à l'abri du délit de faciès. Mais c'est plus précisément aux frontières concrètes des espaces de représentation, sur la ligne de démarcation des pratiques de la discrimination et de la ségrégation que se sont construits les terrains de lutte de l'immigration. Des terrains qui, loin d'un théâtre d'affrontement qui resterait le même, témoignent d'une diversité des positionnements politiques. Luttés pour le droit d'avoir des droits, pour le droit à l'expression, le droit au logement, les droits civiques : l'héritage de l'immigration met ainsi en perspectives un déplacement des frontières de la différence qu'on ne saurait limiter au modèle binaire hérité du temps des colonies.

En terre anglo-saxonne, les *Post-colonial Studies* ont révélé à quel point les citadelles de l'identité occidentale sont des forteresses vides. Mais hier déjà, au temps des travailleurs coloniaux, la ligne de démarcation entre nous et les autres a de fait fonctionné comme une imitation de ligne Maginot, contournée par des mouvements transnationaux et transculturels opérant à l'insu de la grandiloquence nationale. On pourrait ainsi, à la suite de Stuart Hall⁷, militer pour un usage épistémique de la notion de « postcolonial » au-delà de son usage chronologique, en soulignant que même aux grandes heures de la colonisation, la modernité occidentale et son modèle national étaient déjà subvertis de l'intérieur par la rencontre avec l'immigration. L'immigration, soit dit en passant, dont les premières vagues ont été européennes. Mais si ces dernières ont pu disparaître dans le creuset français, il n'en est pas de même pour les héritiers de la colonisation dont les luttes ont déplacé les frontières de la différence sans jamais en triompher⁸. Ce qu'il importe néanmoins de comprendre à travers l'expérience spécifique de cette immigration postcoloniale, c'est comment elle a participé aux transformations de l'exception française qui ne parvient plus aujourd'hui à planquer les cadavres dans les placards de l'histoire. Pour cela, il s'agit d'inscrire ces luttes dans des relations de sens au carrefour de la question postcoloniale et des cadres nationaux traditionnels. Car

⁵ Anderson, Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2002.

⁶ La formule est hégélienne, mais c'est l'ethnologie coloniale qui l'a portée sur la ligne de front d'une annexion du monde par une cité républicaine estampillée par la raison et l'Histoire

⁷ Hall, Stuart, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

⁸ *Ibid.*

trop souvent les critiques radicales contre la domination de l'histoire nationale renouent avec les métarécits qu'ils dénoncent en se référant à des phénomènes tenus pour généraux comme le colonialisme.

On ne saurait remplacer une causalité fondamentale par une autre et c'est la question des rencontres entre l'immigration et la société française qui permet d'échapper à ce travers : la rencontre vue comme un patchwork, une imbrication conflictuelle du dedans et du dehors, une histoire de fragments dont il est essentiel de restituer les jalons en insistant sur le lien et la comparaison. Il s'agit de se placer dans le mouvement même de l'expérience migratoire, sous les fourches caudines des lieux officiels de l'intégration nationale, pour comprendre comment s'opèrent des recompositions de contextes, des alliances conjoncturelles, des brassages d'idées, des croisements de mémoires à travers des lignes de tension où l'Etat lui-même renégocie le modèle républicain à mots couverts. C'est une expérience diasporique — l'immigration n'est elle pas la pionnière d'une histoire globale ? — relevant d'une diversité d'héritages qui permet de penser la portée postcoloniale des luttes de l'immigration de l'intérieur même du modèle national, plutôt que d'en rester à des oppositions faciles. Mais en retour, on ne saurait prétendre à un cadre unitaire des luttes de l'immigration postcoloniale sans partir de l'épreuve de la rencontre avec l'Etat-nation. Comment échapper sinon à une pléthore de différences ethniques, culturelles ou économiques et à une multitude de parcours individuels ou collectifs d'une immigration à l'autre ? Plus largement, pour éviter toute réduction au stéréotype d'une conscience immigrée comme on a pu parler jadis de celle de la classe ouvrière, il s'agit de mettre en perspectives une variété des expériences et des identités ethniques, sexuées ou générationnelles. Le terme immigré apparaît ainsi comme une catégorie politique construite par des acteurs divers, à travers la diversité même de leurs luttes pour la reconnaissance.

Une histoire des bords du politique

La France est fière de son modèle social. C'est grâce à lui que les identités sont conçues comme des positions dans une société de classes structurée par le travail. La représentation et les intérêts des groupes ont ainsi été garantis par l'Etat social. Groupes institués, précisons-le, car les immigrés, ces vagabonds du lumpenprolétariat, n'ont jamais été que des surnuméraires de la question sociale ! Durant plus d'un siècle la France ne s'est pas vécue comme un pays d'immigration et nul n'augurait un destin de citoyen à ces invités de la société salariale s'attardant quelque peu sur notre sol. Même au sein de la grande famille ouvrière ils n'étaient que des parents pauvres, sinon des moutons noirs. Leur exclusion originelle de la mémoire collective semblait les condamner à l'invisibilité *ad vitam aeternam*, dans une situation de non droit, entre asile et expulsion, hors du jeu politique. Et pourtant...

Pourtant l'actualité nous dit le contraire. Depuis déjà un quart de siècle, l'immigration occupe le centre du débat public. Bien sûr les croisades du Front National y sont pour quelque chose, mais loin d'en être la cause, elles ne sont que la conséquence d'une crise de la société politique : la société française est paralysée par la mise en doute de ses catégories nationales d'entendement politique ! Certes, ce malaise français, il s'agit de l'inscrire dans le cadre plus large du déclin des Etats-nations sous les coups de butoir de la mondialisation. Mais si l'on en croit l'un des pionniers de la *World History*, Christopher A. Bayly, pour faire de l'histoire globale il ne suffit pas d'appréhender un phénomène à l'échelle de la planète : il faut au contraire articuler les

échelles et accorder une importance centrale à « l'étude des fragments de société ou des exclus du pouvoir⁹ ». Précurseurs de la mondialisation, les immigrés ont aussi une expérience de l'histoire qui nous dit sur quel non sens le sens officiel de l'histoire nationale a été prélevé. La France a connu cette tension continue d'une société politique qui ne respecte pas ses propres principes. Et toute l'histoire du XX^e siècle souligne ces contradictions aux frontières de l'état de droit, sous un régime qui proclame à la fois l'égalité et son rejet le plus marqué. Mais il ne s'agit pas de se contenter de tendre à la France le miroir de ses mensonges d'Etat : si l'immigration postcoloniale incarne l'exception d'universalité de la cité républicaine, l'enjeu sociohistorique est de comprendre comment son expérience de l'histoire a exploré cette face sombre du modèle français, comment elle s'est heurtée aux apories concrètes de l'application des valeurs politiques universelles. Et surtout, comment elle est parvenue à déplacer les frontières de ce paradoxe entre les grands principes et l'injustice, le rejet hors des grands desseins nationaux. C'est toute l'ambition d'une autre écriture de l'histoire de l'immigration. Car jamais les surnuméraires de la République ne se fondèrent au moule de la domination au point de se résigner à la position victimaire : les manières dont ils s'approprièrent les valeurs inscrites au fronton des monuments publics pour les adapter à leur propre situation, c'est précisément ce qui fixa des limites aux épreuves de leur domination.

A contre champ d'une vision héroïque de l'histoire du politique ancrée dans la nostalgie de l'idéal des pères fondateurs, l'immigration en luttant découvre une autre perspective. Celle-ci traduit d'abord les travers du politique, ses passions négatives. Mais aussi ses tensions, ses incertitudes, cette fragilité de la démocratie à propos de laquelle Hannah Arendt et Paul Ricoeur n'ont cessé de nous alerter. La cité est périssable¹⁰, elle est sans cesse confrontée aux contradictions et il revient à chaque citoyen de la sauver au nom d'un caractère toujours ouvert de l'expérience démocratique. Or cette catastrophe, elle n'est pas à venir : l'immigration en témoigne, c'est une expérience quotidienne qui ronge les esprits et les institutions de l'intérieur à défaut d'être reconnue et combattue. Ainsi, dans un contexte d'actualité marqué par un retour du racisme comme forme de la haine pré-politique, au moment même où le libéralisme vainqueur rêve tout haut de « fin de l'histoire », Jacques Rancière propose de déplacer la question des origines et des fins de la politique vers la question générale de ses bords. Pour le philosophe, il est essentiel de ne pas confondre deux dimensions du politique : d'une part « la police » — le processus de redistribution des places et des fonctions permettant d'organiser une communauté — d'autre part « la politique » — le processus de l'émancipation et d'exigence toujours réitérée de l'égalité. La politique en ce sens témoigne toujours d'un « mécompte originaire » et elle s'incarne dans tel ou tel groupe auquel on dénie le principe de cette égalité. A la lumière des écrits de Rancière, l'immigration est politique. Immigrés, c'est le nom de ceux qui ne comptent pas, les surnuméraires, les supplétifs, les sans, hors compte dans la vie de la cité. Ils n'entrent pas dans l'ordre de la distribution des places. Ils sont identifiés ainsi, tels le prolétaire de jadis entre plusieurs noms ou identité — on ne sait jamais comment les nommer ! — entre sous-citoyenneté et clandestinité. Les luttes de l'immigration témoignent alors d'une subjectivation politique qui est la mise en acte de l'égalité ou le traitement d'un tort par des acteurs toujours mal identifiés. Des acteurs regroupés ensemble pour autant qu'ils s'identifient eux-mêmes à ce nom, immigré, « au nom de ce qui est hors compte,

⁹ Bayly, Christopher A., *La naissance du monde moderne*, Paris, Editions de l'atelier, 2007.

¹⁰ Arendt, Hannah, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1954.

qui lie un être à un non être ou à un être à venir¹¹ ».

Mais c'est plus largement la question des mutations de l'espace public qui est posée par l'expérience des héritiers de l'immigration. A la différence d'une conception traditionnelle où les participants laisseraient leurs attaches au vestiaire, c'est à travers le refus d'une représentation désincarnée qui les a toujours laissés pour compte, en se risquant à dire les choses avec leurs propres mots, en exposant leurs plaies ou leurs délits de sales gueules, que les oubliés du consensus silencieux prétendent construire leur place dans l'espace public. Et c'est leur lutte pour la reconnaissance qui fait valoir des nouvelles formes de solidarités ou de subjectivité, de nouvelles formes d'énonciation du politique. L'appel à la justice prend alors la dimension d'une actualisation des valeurs à travers laquelle une revendication de dignité et de citoyenneté, qui ne se confond plus avec la nationalité, apparaît comme un nouveau vecteur de la démocratie. C'est le problème du vivre ensemble — le droit d'être là, de faire partie de la société sans condition — qui s'affirme ainsi, non comme débat de spécialistes de philosophie politique, mais comme dimension constituante du politique au regard de situations d'urgence rendues publiques en soulignant les enjeux d'un choix de société. Car il s'agit au final de faire société. De vivre ensemble, égaux et différents. Et quand bien même y aurait-il de l'irréconciliable dans nos différends, la question politique n'est jamais celle de la construction du consensus, bien au contraire. Hannah Arendt l'écrivait jadis : la politique c'est la pluralité humaine¹². L'expérience historique de l'immigration en témoigne qui a toujours su articuler la fracture sociale ou ethnique comme une relation. Et l'histoire politique de l'immigration apparaît ainsi comme une série d'émergences discontinues dont chacune exige une rencontre chaque fois nouvelle. Avec des enchaînements, des ruptures, des développements. Avec différentes configurations.

Un patrimoine vivant de luttes

Au-delà d'une histoire trop souvent assimilée à une légende dorée de l'intégration, il s'agit au final de considérer plus radicalement que l'immigration *est* une histoire : une histoire vécue à travers un travail d'exploration et de compréhension d'elle-même, une histoire de luttes pour la reconnaissance. Comme le souligne Axel Honneth, la question de la reconnaissance ne se pose pas sur le plan normatif des principes de justice ou d'intégration. Ce débat de philosophie politique passe sous silence le fait que les normes sociales sont aujourd'hui flottantes et qu'il s'agirait plutôt de penser « l'oubli de la reconnaissance »¹³ qui se confond à la réification comme une sorte de pathologie sociale. Derrière le débat public sur l'immigration, c'est en effet toujours la question de l'identité française qui est posée. L'importance prise par les immigrés dans les modes d'énonciation de cette identité nationale montre à quel point les frontières sont désormais brouillées, entre l'autre et le même, l'autre devenu même et le même devenu autre, étranger à sa propre histoire. Comme si tout ce que l'exception française avait voulu ignorer de l'immigration révélait précisément ce qu'elle ignorait d'elle-même. Les historiens le répètent à l'envi : les discours publics actuels sur l'immigration se font l'écho d'une rhétorique séculaire et l'argument de la distance culturelle comme barrage à l'intégration a été opposé aux « Ritals » hier, comme il l'est aujourd'hui aux Arabes. Pour autant, il ne s'agit pas d'en conclure trop vite qu'il n'y aurait rien de nouveau sous

¹¹ Rancière, Jacques, *Aux bords du politique*, Mayenne, La Fabrique, 1998, p. 88.

¹² Arendt, Hannah, *Qu'est ce que le politique ?*, Paris, Seuil, 1995.

¹³ Honneth, Axel, *La réification*, Paris, Gallimard, 2007.

le soleil du creuset français. Car depuis le début des années 80, fait inédit dans les annales, le débat public se cristallise sur des étrangers qui n'en sont plus, sur des citoyens. Dans le cas des jeunes issus de l'immigration maghrébine, la sempiternelle découverte de l'autre n'est plus d'actualité. Enfants de la laïque, ils n'ont jamais été des étrangers à la société française ! Ils sont pourtant porteurs d'une inquiétante étrangeté dans le sens où leur expérience témoigne d'une fragmentation culturelle, sinon ethnique, de la société française. Hier, les immigrés italiens, portugais, espagnols, arméniens et polonais sont devenus Français au même titre que les autres Français. Aujourd'hui, la présence de nouvelles immigrations, originaires du sud-est asiatique, de Turquie ou d'Afrique dessine un nouveau visage de la France exotique. Mais qu'importe, pour les ragots du café du commerce, si les Turcs ou Chinois ne vivent pas comme nous ! Les éternels gêneurs, cloués au pilori de la rumeur médiatique, sont les enfants terribles de l'immigration maghrébine. Malheur à ceux qui dérangent le mode de vie de l'hexagone ! Car ce n'est pas tant la différence radicale qui génère le racisme, que les petites agressions du quotidien contre le train-train franco-français. Les incivilités. Le vandalisme. Mais aussi le refus de rester à une place assignée, dans les poubelles de l'Histoire de France. L'étranger n'est plus celui qui vient d'ailleurs mais celui qui se reproduit en permanence dans le corps social. D'une altérité, l'autre. De l'immigration aux banlieues et autres no man's lands urbains. Comme une fracture, une déchirure du tissu social. Dédoublément de la société française. Entre citoyens reconnus et citoyens de seconde zone. Français de souche et bâtards de la République. C'est la fin du conflit entre des cultures extérieures l'une à l'autre : l'étranger nous ressemble, il est devenu nous ! Comment ne pas comprendre dès lors que le patrimoine vivant des luttes de l'immigration nous concerne tous dans un contexte de déclin de l'Etat nation marqué par un devenir minoritaire de tout un chacun ?

Conclusion

Malgré des ambitions louables, une pierre d'achoppement guette la muséification de l'histoire de l'immigration : le patrimoine de luttes sociales et politiques propre aux oubliés de l'histoire. Cet héritage de l'immigration, au cœur même des contradictions de notre sacro-saint modèle d'intégration, comment lui accorder place sans remettre en cause la gloire sans éclipse du creuset républicain, l'universalité d'un paradigme de la citoyenneté fondée sur la seule nationalité ? Car ce que soulignent les luttes historiques de l'immigration, c'est précisément la nécessité d'une révision critique du grand récit national et c'est ce qu'on pourrait attendre d'une Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration digne de ce nom. En contre chant des commémorations nationales célébrant la grandeur du modèle français comme une profession d'identité fixée pour jamais, il s'agirait ainsi d'apprendre à raconter autrement l'histoire de France, en fonction d'une ouverture aux récits des « étrangers de l'intérieur » qui contribuent à en renouveler l'interprétation. Oui, « leur histoire est notre histoire ». Mais encore s'agit-il de comprendre cette formule non pas comme une injonction d'intégration au grand roman national mais plutôt comme le don des clefs de notre propre récit. Comme la capacité reconnue aux oubliés de l'histoire d'être non seulement des acteurs mais aussi des auteurs de notre propre histoire. Car la reconnaissance, n'est ce pas au final une hospitalité inconditionnelle ? Et cette ouverture des portes de l'entre soi, n'est-ce pas elle seule qui peut nous délivrer des affres d'une nostalgie de grandeur et du ressassement de l'identité ?